



## DECLARATION

### Concernant l'application du taux de TVA réduit de 12 % sur certaines opérations relatives aux logements privés et aux complexes d'habitation destinés au logement dans le cadre de la politique sociale – Initiative privée

(voir Tableau B de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20.07.1970 en matière de taux de TVA, rubrique XI « Logement dans le cadre de la politique sociale – Initiative privée »).

L'acquéreur, le maître d'ouvrage ou le preneur en leasing doit déposer cette déclaration :

- avant le moment où la taxe est exigible sur certaines opérations relatives aux logements privés et aux complexes d'habitation destinés au logement dans le cadre de la politique sociale – Initiative privée
- auprès du team gestion de l'Administration PME ou GE compétent pour le ressort où il a son domicile ou son siège social

**Remarque particulière :** Le dépôt de cette déclaration ne constitue pas une reconnaissance par l'Administration que les conditions de base pour l'application du taux de 12 % sont remplies.

#### Case réservée à l'administration – Information importante pour le cédant, le prestataire de services ou le donneur en leasing

Numéro de référence de la déclaration :

Date de dépôt de la déclaration :

Team gestion de l'Administration PME ou GE de l'acquéreur, du maître d'ouvrage ou du preneur en leasing :

#### Cadre I : Identification de l'acquéreur, du maître d'ouvrage ou du preneur en leasing

Nom et prénom ou dénomination :

Numéro du registre national ou numéro d'entreprise :

Agissant en qualité de (\*) : acquéreur – maître d'ouvrage – preneur en leasing (\* : Biffer les mentions inutiles)

Adresse (domicile ou siège social) :

Pays :

Commune et code postal :

Rue, numéro, boîte :

#### Cadre II : Désignation du locataire principal ou du gérant

Dénomination :

Numéro d'entreprise :

Agissant en qualité de (\*) : locataire principal – gérant (\* : Biffer les mentions inutiles)

Adresse :

Pays :

Commune et code postal :

Rue, numéro, boîte :

### **Cadre III : Désignation de l'opération pour laquelle le taux réduit de 12 % est applicable (cochez la case appropriée)**

S'il y a plusieurs contrats de location, l'opération **relative à un logement privé ou à un ensemble de logements** destinée au logement dans le cadre de la politique sociale concerne :

- 1. **une livraison ou la cession et la rétrocession de droits réels sur un tel bien** telles que visées à l'arrêté royal n° 20, tableau B, rubrique XI, § 1<sup>er</sup>.
- 2. **un travail immobilier** tel que visé à l'arrêté royal n° 20, tableau B, rubrique XI, § 2, 2<sup>ème</sup> alinéa, 1<sup>o</sup>.
- 3. **une location-financement d'immeubles ou leasing immobilier ou location immobilière** tel que visé à l'arrêté royal n° 20, tableau B, rubrique XI, § 3.

S'il y a un seul contrat de location l'opération concerne :

- 4. **une des opérations mentionnées ci-dessus relatives à un logement privé ou à un complexe d'habitation destiné à être loué dans le cadre d'un mandat de gestion** conformément à l'arrêté royal n° 20, tableau B, rubrique XI, § 4.

### **Cadre IV : Désignation du bâtiment**

Nature du bâtiment (biffer la mention inutile) :

- habitation privée \*
  - \* En cas d'appartement (détails) :
- complexe d'habitation destiné à être utilisé pour l'hébergement des personnes âgées, des élèves et étudiants, des mineurs d'âge, des sans-abri, des personnes en difficulté, des personnes souffrants de troubles psychiques, des handicapés mentaux et des patients psychiatriques (biffer la mention inutile)

Adresse du bâtiment :

Commune et code postal :

Rue, numéro, boîte :

Division cadastrale, section et numéro(s) :

### **Cadre V : Déclaration de location de logement dans le cadre de la politique sociale**

#### **1. A compléter si vous avez coché le point 1, 2 ou 3 du cadre III : en cas de plusieurs contrats de location**

##### **Déclaration de l'acquéreur, du maître d'ouvrage, ou du preneur en leasing :**

Je déclare que le logement privé ou le complexe d'habitation visé au cadre IV est destiné à être donné en location, dans le cadre de la politique sociale, à une personne morale de droit public ou privé visée à l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20.07.1970, tableau B, rubrique XI, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa.

Je remettrai une copie de cette déclaration avec les données complétées par l'administration au cédant, au prestataire de services ou au donneur en leasing et une copie certifiée conforme du contrat de location conclu avec la personne morale de droit public ou privé qui destine ce logement ou ce complexe d'habitations à la location dans le cadre de la politique sociale à mon team de gestion compétent de l'Administration PME ou GE en charge de la TVA dans un délai d'un mois à compter de la signature du contrat.

Si durant la période de location de 15 ans, des modifications sont apportées telles que les conditions visées à l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20.07.1970, Tableau B, rubrique XI, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 1<sup>er</sup> ou § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont plus remplies, je m'engage à en informer le team de gestion compétent de l'Administration PME ou GE en charge de la TVA dans le ressort duquel j'ai élu domicile ou établi le siège social de mon établissement, dans le mois qui suit à compter de ce changement et à reverser à l'Etat le montant de l'avantage fiscal dont j'ai bénéficié.

Nom et prénom ou dénomination :

Si cette déclaration est signée au nom d'une personne morale :

Nom de la personne qui représente cette personne morale :

Numéro de registre national :

Qualité :

Numéro de téléphone :

E-mail :

Date :

Signature :

**Déclaration du locataire principal** (*la personne morale de droit public ou privé qui destine ce logement ou ce complexe d'habitation à être loué dans le cadre de la politique sociale*)

Je déclare que le logement privé ou complexe d'habitation indiqué au cadre IV est destiné à être pris en location dans le cadre de la politique sociale par :

Dénomination du locataire principal :

Si durant la période de location de 15 ans, des modifications sont apportées telles que les conditions visées à l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20.07.1970, Tableau B, rubrique XI, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 1<sup>er</sup> ou § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont plus remplies, je m'engage à en informer le team de gestion compétent de l'Administration PME ou GE en charge de la TVA dans le ressort duquel j'ai élu domicile ou établi le siège social de mon établissement, dans le mois qui suit à compter de ce changement.

Nom de la personne qui représente cette personne morale :

Numéro de registre national :

Qualité :

Numéro de téléphone :

E-mail :

Date :

Signature :

## **2. A compléter si vous avez coché le point 4 du cadre III : contrat de location dans le cadre d'un mandat de gestion**

**Déclaration de l'acquéreur, du maître d'ouvrage, ou du preneur en leasing :**

Je déclare que le logement privé ou le complexe d'habitation visé au cadre IV est destiné à être donné en location, dans le cadre d'un mandat de gestion accordé à une personne morale de droit public ou privé visée à l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20.07.1970, tableau B, rubrique XI, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa.

Je remettrai une copie de cette déclaration avec les données complétées par l'administration au cédant, au prestataire de services ou au donneur en leasing et une copie certifiée conforme du contrat de location à mon team de gestion compétent de l'Administration PME ou GE en charge de la TVA dans un délai d'un mois à compter de la signature du contrat.

Si durant la période de location de 15 ans, des modifications sont apportées telles que les conditions visées à l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20.07.1970, Tableau B, rubrique XI, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 1<sup>er</sup> ou § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont plus remplies, je m'engage à en informer le team de gestion compétent de l'Administration PME ou GE en charge de la TVA dans le ressort duquel j'ai élu domicile ou établi le siège social de mon établissement, dans le mois qui suit à compter de ce changement et à reverser à l'Etat le montant de l'avantage fiscal dont j'ai bénéficié.

Nom et prénom ou dénomination :

Si cette déclaration est signée au nom d'une personne morale :

Nom de la personne qui représente cette personne morale :

Numéro de registre national :

Qualité :

Numéro de téléphone :

E-mail :

Date :

Signature :

**Déclaration du mandataire** (*la personne morale de droit public ou de droit privé à qui l'acquéreur, le maître d'ouvrage ou le preneur en leasing a octroyé un mandat de gestion dans le cadre de la politique sociale*)

Je déclare que le logement privé ou complexe d'habitation indiqué au cadre IV est destiné à être pris en location dans le cadre de la politique sociale via un mandat de gestion accordé à :

Dénomination du mandataire :

Si durant la période de location de 15 ans, des modifications sont apportées telles que les conditions visées à l'annexe de l'arrêté royal n° 20 du 20.07.1970, Tableau B, rubrique XI, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 1<sup>er</sup> ou § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, ne sont plus remplies, je m'engage à en informer le team de gestion compétent de l'Administration PME ou GE en charge de la TVA dans le ressort duquel j'ai élu domicile ou établi le siège social de mon établissement, dans le mois qui suit à compter de ce changement.

Nom de la personne qui représente cette personne morale :

Numéro de registre national :

Qualité :

Numéro de téléphone :

E-mail :

Date :

Signature :